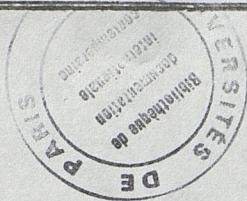


BULLETIN de PRESSE representation en France

81-83, RUE DE LA VERRERIE - 75004 PARIS - TEL. 2718145 - TELEX 213184



23 DECEMBRE 1981 N° 9

APPEL DE MONTREAL AUX ORGANISATIONS SYNDICALES DU MONDE

Face au refus des régimes dictatoriaux militaires successifs au pouvoir depuis 1931 au Salvador de changer pacifiquement la situation de misère, d'exploitation, d'analphabétisme, de violation des droits de l'homme et des droits syndicaux et la negation de l'exercice de la démocratie, les travailleurs et le peuple du Salvador ont du recourir à la lutte armée pour se libérer de l'oppression et de la répression dont ils sont victimes. Parmi les victimes de choix de ce régime répressif figurent de nombreux syndicalistes et paysans.

Les travailleurs et le peuple du Salvador désirent la paix et, pour y arriver, proposent par l'intermédiaire de leur représentant légitime le FMLN-FDR, une solution politique ayant pour objectif la fin de la guerre et l'établissement d'un nouvel ordre économique et politique.

Cette solution politique proposée par le FMLN-FDR et soutenue par le Comité d'Unité Syndicale (CUS) et le Comité Unifié des Paysans Salvadoriens du Salvador (CUCES) est fondée sur les principes généraux suivants:

- 1/ Négociations bilatérales FMLN-FDR et la junte;
- 2/ elles seront menées en présence de gouvernements témoins;
- 3/ elles auront un caractère global;
- 4/ le peuple salvadorien sera informé de tout le déroulement;
- 5/ elles seront entamées sans qu'aucune des parties établisse des conditions préalables.

La légitimité de la lutte du peuple salvadorien, la représentativité politique du FMLN-FDR, ainsi que la nécessité d'une solution politique négociée, fondée sur le respect du droit à l'autodétermination, la souveraineté et l'indépendance, sont de plus en plus largement reconnues dans l'opinion publique mondiale. Nous nous réjouissons que cette reconnaissance s'exprime par des prises de position de nombreux gouvernements, et en particulier les gouvernements de la France et du Mexique, et nous souhaitons que ce mouvement s'amplifie.

Ce soutien solidaire revêt un caractère d'urgence. En effet, comme le peuple du Salvador avance dans sa lutte pour sa libération et son autodétermination, malgré le soutien politique, économique et militaire apporté à la junte militaire dirigée par Napoléon Duarte par le gouvernement impérialiste américain et ses alliés en Amérique Latine, celui-là multiplie les ingérences et les menaces d'agression armée au Salvador, à Cuba, au Nicaragua, à Grenade et dans d'autres pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes. Face à cette situation

Y. P. 11798

susceptible de mettre en danger la paix mondiale, nous en appelons à tous les travailleurs, à tous les peuples du monde, et en particulier à celui des Etats-Unis, pour qu'ils dénoncent les ingérences américaines et agissent pour empêcher toute nouvelle intervention armée dans la région.

De même, sur la base de l'aspiration universelle au respect des droits de l'Homme, et en particulier des droits syndicaux, au progrès économique et social, nous invitons toutes les organisations syndicales du monde, ainsi que les centrales internationales et régionales à exprimer la solidarité des travailleurs du monde envers les organisations syndicales du Salvador, en particulier:

1. - En appuyant leurs exigences:
 - 1.1/ La libération des prisonniers politiques et des dirigeants syndicaux
 - 1.2/ Le droit d'organisation et de syndicalisation des paysans, des employés des services publics et municipaux
 - 1.3/ L'abrogation de l'état de siège qui empêche la réalisation des droits syndicaux et des droits individuels du peuple en général
 - 1.4/ Le droit de grève
 - 1.5/ La fin des attentats contre les locaux des fédérations et des syndicats
 - 1.6/ L'arrêt de la persécution dirigée contre les dirigeants syndicaux et les organisations paysannes
 - 1.7/ L'arrêt du génocide.
2. - En favorisant l'information des travailleurs et les peuples sur la situation actuelle au Salvador, et en s'inspirant, en totalité ou en partie, des objectifs de solidarité mis de l'avant par le CUS et le CU CES.
3. - En suscitant des initiatives concrètes de solidarité, politique et matérielle.
4. - En organisant dans les meilleurs délais une semaine d'action au niveau international en appui à la lutte des travailleurs et du peuple salvadorien selon les modalités propres à chaque organisation.
5. - En invitant les organisations syndicales à promouvoir lors de la prochaine conférence de l'OIT une rencontre internationale de solidarité avec les travailleurs du Salvador.
6. - En condamnant l'intervention de l'impérialisme américain au Salvador.

Montreal, le 30 novembre 1981

LA SITUATION MILITAIRE

Selon une dépêche de Prensa Latina, l'armée Salvadorienne a mis fin à "l'opération nettoyage" dans le département de Morazan, 4 jours après le début de la contre-offensive de la guérilla.

Le chef de l'Etat Majeur des forces armées salvadoriennes, colonel Flores Lima, a déclaré que les quatre mil hommes qui participaient à cette action ont quitté les lieux jeudi dernier.

Par ailleurs, le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN) a déclaré que la destruction de l'émetteur de Radio Venceremos, principal objectif de cette offensive, avait échoué grâce aux mesures de sécurité prises par les guérilleros.

Le FMLN a rajouté que du côté de l'armée salvadorienne les pertes avaient été importantes.

Des informations provenantes de PL du 19 dec; :

La guérilla a lancé, au cours des dernières heures, une offensive de grande envergure contre la junte militaire démochrétienne, dans au moins six départements salvadoriens, après que celle-ci avait commencé des opérations répressives à Chalatenango.

Des informations parvenues à San José, font état de longs combats entre des groupes du FMLN et des effectifs gouvernementaux dans les différents lieux du département d'Usulatan, à cent kilomètres au Sud Ouest de San Salvador.

Selon plusieurs habitants de ce département les échanges de tir auraient duré près de cinq heures avec des détonations de grenades et de bazookas, sans que des pertes aient été reportées chez les guérilleros.

D'autre part, des sabotages, effectués par la guérilla contre des transformateurs et lignes électriques ont été enregistrés dans plusieurs localités des départements de Cuscatlan, San Vicente et la Libertad.

L'Agence Indépendante de Presse (AIP) a fait savoir que la force armée salvadorienne aurait admis qu'une bombe a endommagé un important pont dans le canton de Concepcion, Département de Cabanas.

La junte salvadorienne a aussi reconnu la prise, par la guérilla du canton de Cuadrilla, dans le département de Chalatenango, à la frontière du Honduras.

L'armée salvadorienne, aidée par les militaires U.S. a commencé, le 15 décembre dernier, dans ce département, une opération répressive de grande envergure.

Entretemps, des commandos de la guérilla ont attaqué, dans plusieurs endroits du département de Santa Ana, des patrouilles militaires, tandis que d'autres attaques ont été enregistrées dans les domaines proches du port Del Triunfo, dans le département d'Usulatan.

Le FMLN a précisé que dans la localité de Santa Elena, dans le département d'Usulatan, des assemblées populaires ont été organisées et le siège de la mairie a été détruit.

A PROPOS DES ELECTIONS..... DECLARATIONS

-Le ministre des relations exterieures du Nicaragua, Miguel D'Escotto, a declaré qu'il considere que les élections proposées par la junte démocrate-chretienne au Salvador, ne seront en réalité qu'un soutien à l'intervention nord-americaine au Salvador s'il n'y a pas reconnaissance et participation du Front Farabundo Marti (F.M.L.N.) et control des forces armées et des bandes para-militaires.

-Le president de la commission de relations exterieures du Mexique, Mr. Alejandro Sobarzo, a declaré que les élections de Mars au Salvador constituent une farce qui retardera l'authentique auto-determination du Peuple Salvadorien.

-Le president de FUNDALATIN, organisation humanitaire dont le siege se trouve à Caracas, Juan Vives Suria a declaré devant le troisième seminaire des Nations Unies sur la discrimination raciale, que la seule garantie des droits des minorités est dans le respect fondamental de l'autodetermination des peuples et qu'on ne doit pas le confondre avec une simple convocation à des "élections libres". En soulignant qu'au Salvador les garanties requises pour des elections libres n'existent pas, il a cité l'archeveque de San Salvador, Mgr. Rivera y Damas qui a signalé l'existence d'une guerre civile dans son pays.

- L'ex-president du Peru, le general Edgardo Mercado Jarrin a declaré qu'il pense que les élections de Mars 82 au Salvador, proposées par la junte democratique-chretienne ne seront pas une réelle expression de la volonté populaire et qu'elles ne conduiront qu'à la justification de la repression et à la violence sans fin; en explicant que les élections se réaliseront dans un climat de guerre civile, sous l'état de siège et avec la seule participation des partis d'extrême droite.

- Salvador Guerra, chef de l'état major du Front "Modesto Ramirez", a affirmé que la junte militaire salvadorienne pretend avec les elections legitimiser le régime actuel et l'intervention nord-americaine dans le pays.

RUBEN ZAMORA AU DPT. D'ETAT

Se referant au premier contact entre les representants du Front Farabundo Marti pour la Liberation Nationale et du Front Democratique Revolutionnaire (F.M.L.N.-F.D.R.) avec l'administration de Ronald Reagan, le journal "El dia" de Mexico, commente: "Les negociations menées par Ruben Zamora, dirigeant des forces revolutionnaires Salvadoreennes avec des fonctionnaires du departement d'état nord-americain, commencent à donner raison au Mexique, une "Raison Historique". Et il continue "Washington a reconnu implicitement la force politique representative de ces organisations (F.D.R.-F.M.L.N.). Cette ligne d'action, victorieuse à l'ONU et condamné par les Etats unis, commence à etre acceptée toutefois dans la pratique, car elle est la seule, pouvant conduire à une solution du conflit sanglant au Salvador."

L'INTERVENTION AMERICAINE

Selon l'agence Nueva Nicaragua (ANN) le 16 décembre à Washington, le département d'état par l'intermédiaire du sous-secrétaire dans les affaires ibéroaméricaines Thomas Enders, a déclaré que le Nicaragua était profondément engagé dans l'appui aux insurgents salvatoriens. Il a rajouté que le Nicaragua aidait aussi d'autres pays de la région.

Selon des observateurs politiques de la région cette nouvelle escalade d'accusation contre le Nicaragua et Cuba serait le résultat des actions croissantes de la guérilla au Salvador et au Guatemala et à l'échec des plans Nord-américains dans la région, notamment en ce qui concerne le projet électoral au Salvador.

Thomas Enders a présenté au sénat américain un dossier de 37 pages qui devrait constituer la preuve de l'appui cubain et nicaraguayen aux luttes révolutionnaires d'Amérique Latine. Mais les preuves qu'il apporte ne semblent pas convaincre des secteurs importants du sénat, qui voient dans ce dossier une répétition des accusations déjà faites par le secrétaire d'état Alexander Haig.

Enders a souligné que les Etats Unis continueront d'augmenter l'aide économique et militaire aux gouvernements de la région, notamment le Salvador et l'Honduras. Il a exprimé aussi son inquiétude face au danger croissant qui représentent les forces révolutionnaires et l'importance de développer une "Action collective".

Pour sa part, et selon une information de Prensa Latina du 17 dec le FMLN a affirmé que l'option d'envahir le Salvador serait la plus grave erreur de l'administration Nord-Américaine et aurait des conséquences globales.

Dans une analyse distribuée par l'Agence Indépendante de Presse (AIP) l'organisation s'est référée à des plans élaborés par des militaires Nord-américains, qui estiment à plus de 50.000 les soldats à envoyer au Salvador, dont le transfert tarderait de cinq à sept jours, dans le cas d'une intervention directe.

Le FMLN a rajouté qu'une opération de ce type devrait compter sur l'appui du régime du Guatemala et sur le secteur le plus conservateur de l'armée hondurienne.

Pour sa part, l'AIP a signalé que si une invasion a lieu, les noyaux stratégiques de la guérilla resteraient intacts, car actuellement celle-ci est capable d'effectuer des replis qui empêchent l'ennemi de la localiser.

Le FMLN a écarté la possibilité d'une invasion de troupes étrangères pour internationaliser le conflit salvadorien.

DISPARITIONS

La disparition des frères, Roque Antonio et Juan José Dalton Canas, combattants du F.M.L.N. a été dénoncée le 17/12/81 à Mexico par des nombreuses organisations et personnalités latino-américaines à travers d'un communiqué, dans lequel ils déclarent que les frères Dalton ont disparu lors de l'offensive de la junte contre la région contrôlée par le F.M.L.N. au nord du département de Chalatenango, entre le premier et le dix octobre. Après l'offensive les corps n'ont pas été trouvés, donc il est évident qu'ils sont prisonniers de guerre de l'armée salvadorienne.

Ils exigent au gouvernement de la junte le respect de la vie des combattants, l'application de la loi internationale sur les prisonniers de guerre et la présentation des deux combattants devant les tribunaux pour initier un procès legal.

-Roque Antonio et Juan José Dalton Canas sont fils du poète Salvadorien Roque Dalton.

CONFERENCE LATINO-AMERIQUE POUR LA PAIX ET L'AUTODETERMINATION D'EL SALVADOR

Le 19 et 20 Janvier prochains, aura lieu à Lima (Peru), une conference Latino-americaine pour la Paix et l'autodetermination du Salvador.

La réunion a été convoquée au cours d'une conference de presse offerte par le comité organisateur de la rencontre, sous les auspices de l'association latino-americaine pour les droits de l'homme (ALDHU) et le comité permanent des partis politiques d'Amérique Latine (COPPAL).

Le comité Peruvien est formé par les députés: Ernesto Gamarra (Action Populaire), Miguel Angel Mufarech (Parti Populaire Chétien), Javier Diez Canseco (Gauche Unie), et Carlos Roca (APRA) ainsi que le sénateur Enrique Bernales du Parti Socialiste Révolutionnaire.

La conference doit se prononcer, selon le comité organisateur contre l'intervention au Salvador, pour une solution politique globale au conflit armé et appuiera le droit du peuple Salvadorien à l'autodetermination.

Parmi les personnalités qui vont y assister, figurent: les ex-présidents Carlos Andres Pérez et Daniel Oduber, l'archevêque Brésilien Evaristo Arns, le Président de Bolivie Hernan Siles Suazo et l'écrivain Gabriel García Marquez ainsi que des délégations de différents partis politiques.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES SE PRONONCE SUR EL SALVADOR

L'assemblée générale de l'ONU a approuvé par 68 voix en faveur, 22 en contre et 53 abstentions la résolution par laquelle elle réitère sa profonde inquiétude à l'égard de la situation actuelle au Salvador et à l'égard des souffrances du Peuple Salvadorien et exorte à arriver à une solution politique et négociée du conflit. Le texte déplore profondément les actions de violence et les graves violations des droits de l'homme et les libertés dans ce pays centre-américain.

L'assemblée lance également un appel à tous les Etats de s'abstenir d'intervenir dans la situation interne du Salvador et de suspendre les fournitures d'armes et de toute autre aide militaire.

*Pour une plus grande information sur la résolution, voir notre antérieur bulletin de presse, (n° 8).